

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur 

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 Cernay

Références : 0006700522_2024_04_03_BIMA_VIIC-MMR
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre de la vérification des critères d'efficacité, d'adéquation de cinétique, de maintenance, et de tests de certaines Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) identifiée par l'Inspection dans l'étude de dangers des installations déposées en février 2020 (version consolidée). Le constat s'est limité à l'examen des MMR suivantes :

- Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H₂SO₄ » sur le scénario « Depst 2b : Oleum - épandage dans la cuvette de rétention lors d'un dépotage ».
- Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA est un site de production de colorant chimique. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Le site est soumis à autorisation et exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Il est par ailleurs soumis aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

Thèmes de l'inspection : Système de Gestion de la Sécurité (SGS) / Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Efficacité de la MMR « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H ₂ SO ₄ » | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|---|-----------------------|
| 2 | Efficacité de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite" | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 4 | Maintenance de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite" | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 5 | Tests de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite" | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 6 | Formation - application du SGS | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 3 | Cinétique de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite" | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site, et l'examen des documents portés à la connaissance de l'Inspection, mettent en avant que certaines des MMR employées par l'exploitant ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires qui leur sont opposables en matière d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre, de maintenance ou de test.

Par ailleurs l'exploitant n'applique pas certaines des dispositions de son Système de Gestion de la Sécurité (SGS) en matière de formation de son personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Efficacité de la MMR « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H2SO4 »

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) |
| Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, [...] |
| Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de reprendre la caractérisation de sa MMR pour le scénario contrôlé afin de faire correspondre le niveau de confiance avec le niveau de confiance prévu en application des guides reconnus par la Direction Générale de la Prévention Risques. Dans le cadre de la détermination de l'efficacité de la barrière, il appartient à l'exploitant d'être en mesure de constituer un dossier permettant de justifier de l'ensemble des éléments concourant à la mise en œuvre adéquate des barrières qu'il retient (tenue aux conditions, dimensionnement, procédures, etc). |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Efficacité de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) |
| Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, [...] |
| Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prendra en considération les écarts relevés sur la barrière contrôlée, afin de l'étendre aux autres barrières analogues utilisées dans son étude de dangers. Il est attendu que l'exploitant soit en mesure de justifier de manière détaillée les niveaux de confiance retenus pour ses barrières, et ce pour l'ensemble des éléments qui constituent la barrière. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Cinétique de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) |
| Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent [...], avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, [...] |
| Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Maintenance de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) |
| Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être [...] maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité |
| Constats : |

| |
|--|
| non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de formaliser les actions de formation existantes, initiales et de recyclage qu'il met en œuvre, afin de pouvoir en démontrer l'application et l'occurrence. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des formations initiales ou des recyclage détaillés permettant à ses opérateurs d'avoir une vision globale et totale des actions à mettre en œuvre avant d'être validés à leur poste dans le cadre de la gestion des situations d'urgence. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre une maintenance préventive spécifique, étayée et formalisée pour le suivi de ses MMR et notamment la MMR contrôlée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 5 : Tests de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) |
| Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent [...] être testées [...] |
| Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre une procédure de test spécifique liée à la MMR contrôlée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 6 : Formation - application du SGS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Système de Gestion de la Sécurité (SGS) |
| Prescription contrôlée : [...]L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. [...] |
| Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

Information sensible ⁽¹⁾

Secret industriel

Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

N° 1 : Efficacité de la MMR « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H₂SO₄ »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Information confidentielle :

Ce constat porte sur la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B3 : Joint plein - éviter le retour d'H₂SO₄ » sur le scénario « Depst 2b : Oléum - épandage dans la cuvette de rétention lors d'un dépotage ». Ainsi, la barrière s'inscrit dans le processus suivant décrit par l'exploitant : *« Il y a moins d'un dépotage d'oléum par an. A la suite du dépotage, la concentration de l'oléum est analysée. Une demande d'intervention de la maintenance est effectuée pour enlever le joint plein. Les quantités d'H₂SO₄ nécessaires pour atteindre la concentration souhaitée, sont ajoutées progressivement, avec des contrôles de concentration intermédiaires. Deux vannes sont disposées sur la ligne de transfert entre la cuve d'H₂SO₄ et l'oléum. Ces vannes sont refermées après chaque ajout d'H₂SO₄.*

Lorsque la concentration souhaitée est atteinte, une demande d'intervention de la maintenance est effectuée. Le joint de chaque côté de la bride pleine est remplacé et la bride pleine est mise en place. L'oléum peut être utilisé en fabrication. »

Dans son étude de dangers (EDD) l'exploitant attribue un niveau de confiance de 4 pour cette MMR. En amont de l'inspection, l'exploitant a justifié du niveau de confiance de cette barrière de la manière suivante (justification exploitant) : *« Le joint plein, ainsi que les deux vannes en amont et en aval du joint plein, constituent des barrières dites "passives" en série.*

D'après le DRA 17164432-10199B de l'INERIS concernant l'Évaluation de la performance des barrières techniques de sécurité - Oméga 10, il est proposé de retenir par défaut un NC2 sur les dispositifs passifs pour prendre en considération le fait que les barrières passives sont relativement fiables, tout en évitant de faire reposer toute la sécurité sur une seule barrière.

La barrière, dans sa globalité, pourrait être considérée comme ayant un niveau de confiance 6. De manière conservatoire, nous avons choisi un niveau de confiance 4. »

Dans sa justification, l'exploitant explicite la prise en compte de deux vannes manuelles supplémentaires et d'une procédure spécifique pour la mise en œuvre périodique de cette barrière passive. Ces éléments ne figurent pas dans l'étude de dangers des installations. Compte tenu des éléments de justification apportés par l'exploitant et notamment l'application des principes de défaillance énoncés dans le guide oméga 10 pris en référence par l'exploitant, il ne peut être retenu un niveau de confiance supérieur à 2 pour le joint plein mis en place en dehors des périodes de remplissage de la cuve

d'Oléum.

L'Inspection s'est également attachée à vérifier dans le cadre de la barrière passive (joint plein), que cette dernière était constituée de matériaux résistants aux fluides mis en œuvre. Le constat sur site n'a pas permis d'identifier avec certitude la nature des matériaux utilisés. L'exploitant ne dispose pas en l'état d'éléments permettant de garantir l'adéquation des matériels en place avec les produits susceptibles d'être présents. L'exploitant a pu fournir postérieurement au contrôle un devis pour la mise en place d'équipements (2 vannes manuelles et un obturateur), avec des compositions compatibles avec l'acide sulfurique, et un dispositif de consignation. Ce devis ne constitue pas une commande ferme.

Concernant les deux vannes manuelles mentionnées par l'exploitant, elles ne font pas en l'état partie de la barrière. Compte tenu de leur indépendance vis-à-vis du joint plein à mettre en place, elles doivent être considérées comme des barrières techniques indépendantes par l'exploitant dans le cadre de l'évaluation de la probabilité finale du scénario d'accident. Chaque barrière passive peut ainsi être considérée à un niveau de confiance de 2 si elle est associée à des procédures de mises en œuvre indépendante les unes des autres. En effet, si la procédure de mise en œuvre ou de vérification est commune à l'ensemble des barrières, elle constitue un point de défaillance commun et le niveau de confiance associé ne pourra pas excéder 2 pour l'ensemble des barrières passives mises en œuvre.

Par ailleurs il est à noter que les constats réalisés sur site montrent qu'en l'état les deux vannes manuelles amont/aval au joint plein étaient bien en position fermée, mais qu'aucune consignation n'était en place pour garantir le maintien dans le temps de cette position sans autorisation de travail spécifique préalable.

N° 2 : Efficacité de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Information confidentielle :

Ce constat porte sur la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ». L'intervention consiste à arrêter la pompe de dépotage en cas de détection de fuite, tel que décrit dans l'instruction de dépotage.

Dans son étude de dangers (EDD) l'exploitant attribue un niveau de confiance de 1 pour cette MMR. En amont de l'inspection, l'exploitant a justifié du niveau de confiance de cette barrière de la manière suivante (justification exploitant) : « *Les contremaîtres qui réalisent les dépotages ont de bonnes connaissances des produits chimiques dépotés et utilisés dans les ateliers. L'acide chlorosulfonique réagit au contact de l'humidité de l'air et dégage de l'acide chlorhydrique gazeux. En cas de fuite, celle-ci est rapidement visible.*

Les contremaîtres sont formés au dépotage et entraînés aux situations d'urgence car membres de l'équipe ESI.

D'après le guide omega 20 de l'Ineris (rapport d'étude n° DRA-09-103041-06026B, concernant la Maîtrise des risques accidentels par les dispositions technologiques et organisationnelles - DRA 77, Démarche d'évaluation des Barrières Humaines de Sécurité - Ω 20) les niveaux de confiance peuvent être :

- 10-2 à 10-4 pour une action d'un homme entraîné et sans stress,
- 10-1 pour une réponse d'un opérateur à une alarme,
- 0,5 à 1 pour une action d'un homme stressé.

Dans le cas de fuite dans la cuvette de rétention lors du dépotage, nous aurions pu déterminer un niveau de confiance de 2 car :

le contremaître est formé et entraîné,

- *il connaît la procédure qui mentionne d'arrêter le dépotage en cas de fuite,*
- *le bouton d'arrêt d'urgence est accessible dans le local dépotage à proximité de la zone dépotage.*

Cependant, de façon conservatoire, nous avons choisi un niveau de confiance de 1. »

Il est à noter que la barrière décrite par l'exploitant dans son EDD (détection visuelle de la fuite, puis arrêt de la pompe de transfert par déclenchement d'un bouton d'arrêt d'urgence (BAU)) n'est pas une barrière uniquement « humaine », c'est un Système à Action Manuel de Sécurité (SAMS). En effet cette barrière combine une barrière humaine et une barrière technique (BAU + arrêt de pompe).

Concernant la partie relative à l'intervention humaine, il est à noter que les éléments de justification transmis par l'exploitant sont inappropriés. Le guide Oméga 20 pris en référence pour la détermination du niveau de confiance, explicite dans son chapitre 2.3.3, que les probabilités de défaillance mentionnées par l'exploitant sont des probabilités mentionnées dans la norme NF-EN 61511-3, mais ne sont adaptées aux cas de figure des EDD puisque ne prennent pas en compte divers paramètres d'influence tels que la nature de la tâche qui était demandée ou encore le contexte environnant l'opérateur.

Le paragraphe précité conclut notamment que : « *Aussi, compte tenu de ces limites, nous avons fait le choix d'adopter une quantification par classe de probabilité et une démarche a priori conservative, en considérant une probabilité nominale de défaillance humaine de 10⁻²* ». La méthode oméga consistant ensuite à partir de ce niveau maximal à appliquer une décote en fonction des facteurs de contexte et d'environnement précités et explicités dans la méthode. Ainsi, cette lecture, tronquée du guide qu'il prend en référence, pourrait amener l'exploitant à surestimer le niveau de confiance attribué à sa barrière. Et surtout, il n'a pas réalisé l'exercice imposé par le chapitre 4 de la méthode qu'il prend en référence. Il est cependant à noter que l'approche conservative de l'exploitant visant à attribuer un niveau de confiance de 1 est cohérente avec les éléments figurant dans la circulaire du 10 mai 2010 (récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers) et sa fiche n°7 (Mesures de maîtrise des risques fondées sur une intervention humaine) qui prévoit que : « *sauf justification particulière, les mesures de maîtrise des risques fondées sur une intervention humaine réduisent la probabilité d'une classe au maximum (ou ont un niveau de confiance maximal de 1 lorsque cette terminologie est choisie).* »

L'acide Chlorosulfonique génère en cas d'épandage un nuage toxique par inhalation, il a pu être contrôlé sur site, la présence des consignes indiquant notamment l'obligation du port d'un masque à cartouche ABEK lors du dépotage, permettant ainsi de protéger l'intervenant pour réaliser l'action de sécurité en cas de dispersion atmosphérique d'un nuage d'acide chlorhydrique.

Concernant la partie « technique » de la barrière envisagée par l'exploitant. Ce dernier n'a pas été en mesure lors du contrôle de justifier le niveau de confiance associé à cette partie de la MMR contrôlée, compte tenu du fait qu'il n'avait pas identifié que la MMR à considérer est bien l'ensemble des éléments permettant de réaliser la fonction de sécurité de la barrière considérée.

N° 3 : Cinétique de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Information confidentielle :

Ce constat porte sur la MMR « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ». La cinétique décrite par l'exploitant dans son étude de dangers est de une minute. L'Inspection a pu partiellement mettre en situation la personne devant réaliser l'action de sécurité. Lors du dépotage, le contre-maître en charge de l'opération est dans la salle de contrôle du poste située à une dizaine de mètres de la zone, et le BAU à déclencher à environ 5 mètres de la salle à l'extérieur. La salle de contrôle permet de visualiser distinctement la zone de stockage et notamment la zone où se trouve la pompe pouvant défaillir.

Au vu des éléments constatés sur site, et de la mise en situation réalisée, l'Inspection n'a pas d'observation à formuler quant à la cinétique de mise en œuvre envisagée par l'exploitant.

N° 4 : Maintenance de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Information confidentielle :

Ce constat porte sur la MMR « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ».

Concernant la partie technique de la barrière qui, pour rappel, est un Système à Action Manuel de Sécurité, aucune maintenance préventive spécifique n'est mise en œuvre et formalisée par l'exploitant.

Concernant la partie relative à l'intervention humaine, il est à noter que l'action de sécurité à mettre en œuvre est décrite dans l'instruction n°LOG.01.02.10 indice n°A « dépotage de chlorhydrine sulfurique (HClSO₃) » mentionnant dans la partie relative aux consignes de sécurité, l'arrêt de la pompe de dépotage en cas de fuite. En l'état et selon les éléments transmis par l'exploitant seules deux personnes (contre-maîtres) sont autorisées à suivre les opérations de dépotages. Cette restriction est bien mentionnée dans l'instruction citée ci-avant. Le contrôle des cursus de formation des deux contre-maîtres actuellement en charge de ces opérations, montre que pour l'un d'entre eux la formalisation du suivi de la formation au poste de dépotage de l'acide chlorosulfonique n'a pas été réalisée. Aucun recyclage en lien avec l'instruction précitée n'est prévu et formalisé par l'exploitant.

Dans ses transmissions faites en amont du contrôle, l'exploitant met en avant que les contre-maîtres qui suivent les opérations de dépotages sont également Équipiers de Seconde Intervention (ESI), donc entraînés aux situations d'urgence, leur permettant de maintenir un niveau de confiance minimum en cas d'accident. Un contrôle partiel (en lien avec la situation d'urgence contrôlée) du programme de formation des ESI a été réalisé. Selon l'exploitant, les formations au poste d'ESI passent par une formation de recyclage réalisée annuellement. Il n'existe pas de formation initiale à la fonction d'ESI, les nouveaux arrivants sur cette fonction, suivent les formations de recyclage uniquement.

Les documents fournis par l'exploitant (attestation de formation de recyclage des ESI pour les années 2021, 2022 et 2023) montrent que les deux contre-maîtres visés par le contrôle ont bien suivi annuellement les recyclages mentionnés par l'exploitant. Les ESI suivent également une formation « maison du feu », mais cette formation n'est pas en lien avec les conditions d'intervention en cas de dispersion atmosphérique d'un produit toxique par inhalation. En complément, l'exploitant a pu démontrer la formation de ces deux personnes au port d'Appareil Respiratoire Isolant (attestation de novembre et décembre 2023). Le fait que les ESI ne disposent pas d'une formation initiale, ne permet pas de garantir qu'à un instant donné, un nouvel arrivant maîtrise l'ensemble des éléments en lien avec la fonction qui lui est attribuée, les recyclages ne portant pas nécessairement sur tous les champs d'action de la fonction.

Compte tenu du fait :

- que la formation de l'un des contre-maîtres n'a pas été formalisée pour le suivi de l'opération de dépotage d'acide chlorosulfonique,
- qu'aucun recyclage n'est mis en place pour cette formation initiale (permettant de maintenir dans le temps le niveau de connaissance des intervenants),
- qu'aucune formation initiale complète et détaillée n'est mise en place par l'exploitant pour le poste d'ESI,
- qu'aucune maintenance préventive spécifique n'est mise en œuvre par l'exploitant pour la partie technique (BAU et arrêt de la pompe) de la MMR contrôlée.

L'Inspection considère que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les moyens suffisants pour garantir le maintien dans le temps de la MMR contrôlée.

N° 5 : Tests de la MMR "B2: Intervention rapide pour stopper la fuite"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Information confidentielle :

Ce constat porte sur la MMR « B2 : Intervention rapide de l'opérateur pour stopper la fuite » sur le scénario « Depst 1c - Acide ChloroSulfonique (ACS) - épandage dans la rétention ».

Aucune procédure de test n'est mise en place par l'exploitant spécifiquement pour cette barrière. Au gré des tests qu'il réalise sur d'autres MMR, l'exploitant a pu montrer que des tests annuels sont réalisés sur la pompe de transfert inclus dans la MMR ci-avant décrite, mais il a pu être constaté qu'aucun test n'est réalisé pour le reste de la barrière : Intervention humaine + BAU.

Comme mentionné dans le point de constat précédent, pour la justification du niveau de confiance atteint par la barrière, l'exploitant prend en considération le fait que les contre-maîtres sont membres des équipes de seconde intervention, et entraînés pour faire aux situations d'urgence. Les tests de connaissance des ESI passent selon l'exploitant par la participation aux exercices POI qui ont lieu une fois par an sur le site. Le contrôle des comptes-rendus d'exercice, (mentionnant notamment les personnes qui ont participé à l'exercice) de 2019 à 2023 a été réalisé par l'Inspection.

L'analyse de ces documents montre que :

- Aucun des deux contre-maîtres visé par le contrôle n'a été testé au travers des exercices POI sur la fuite d'acide chlorosulfonique dans la cuvette de rétention,
- un seul des deux contre-maîtres visé par le contrôle a été testé au travers des exercices POI en lien avec l'acide chlorosulfonique. Une fois en 2019 pour le scénario de fuite sur le poste de dépotage (bras de chargement), et une fois en 2022 pour le scénario de fuite d'acide chlorosulfonique sur le rack.

Ces éléments confirment l'absence de test réalisé par l'exploitant sur la MMR contrôlée, visant à réduire la probabilité d'occurrence du scénario de fuite d'acide chlorosulfonique dans la rétention.

A noter que postérieurement au contrôle l'exploitant a transmis un projet de matrice permettant de retracer les différentes formations réalisées par le ESI, mais ce document n'était qu'à l'état de projet et donc non recevable en l'état.

N° 6 : Formation - application du SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Information confidentielle :

En lien avec le constat n°4, l'Inspection s'est attaché à vérifier les dispositions prévues par l'exploitant au travers de sons SGS en matière de formation des contres-maîtres au poste de dépotage, et des ESI pouvant intervenir sur cette zone.

L'exploitant prévoit au chapitre III.1.b de son SGS dans sa version du 10 avril 2017 que :

"Des processus (P), sous processus (SP), modes opératoires (MO), formulaires (F), instructions (I) ont été mis en place :

- Accueil du nouvel embauché (F) : voir formulaire F-D-13

- Livret d'accueil Sécurité (SP)

- Livret d'accueil Qualité (SP)

- Planning des formations des personnels (I)

- Liste des personnels avec habilitations (I) : SEC.01.01.01 et SEC.01.01.02

Voir le répertoire des processus rattachés au manuel de gestion de la sécurité en annexe n° 1.

Le personnel ayant en charge des opérations particulières exigeant une expérience ou une compétence spécifiques est désigné en interne par BIMA 83 pour effectuer ces opérations.

A titre d'illustration, ces opérations sont en particulier les suivantes :

- Opérations de dépotage

[...]

Pour ce personnel, BIMA 83 a mis en place une grille GPEC nominative (géré par SP GRH 01.03)

L'annexe 1 précité renvoie notamment vers les documents externes au SGS suivants :

Formation du Personnel GRH.01.03

Livret d'Accueil Sécurité du Nouvel embauché GRH.01.04

Equipe de 2ème intervention – sauveteurs et secouristes du travail SEC.01.01.01

Formations à la sécurité spécifiques BIMA 83 SEC.01.01.02

Planning des Formations Réglementaires du Personnel SEC.01.01.05

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ces éléments notamment en lien avec le processus d'intégration et de formation des contre-maîtres en charge des opérations de dépotage d'acide chlorosulfonique.

Au vu des éléments qui précèdent l'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.